



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
pour l'administration**

Direction centrale du  
Service d'infrastructure de la Défense  
Département stratégie et pilotage de l'achat d'infrastructure

Versailles, le 10 OCT. 2022

N° 503259 ARM/SGA/DCSID/DSPA/BRAR/NP

**NOTE**

à

**destinataires *in fine***

**OBJET :** Impact sur la commande publique de la loi AGECE et clauses de valorisation et de suivi des déchets issus de la démolition/déconstruction.

**ANNEXES :**

1. Liste des textes de référence ;
2. Modèles de clauses à insérer au RC ;
3. Modèles de clauses à insérer au CCAP ;
4. Modèles de clauses à insérer au CCTP.

La présente a pour objet de rappeler les conséquences de la loi AGECE (référence d de l'annexe 1) sur la commande publique et de proposer, en annexes 2 à 4, des clauses-types à insérer dans les marchés publics, afin de répondre aux obligations de valorisation, de diagnostic et de suivi des déchets issus du secteur du bâtiment et des travaux publics.

La loi citée en référence e) relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV), a modifié l'article L. 541-1 I 6° du code de l'environnement de référence a, en fixant pour objectif de valoriser, sous forme de matière, 70 % des déchets du secteur du bâtiment et des travaux publics en 2020, dans le cadre de la politique nationale de prévention et de gestion des déchets, levier essentiel de la transition vers une économie circulaire.

La loi AGECE, comporte de nombreuses mesures relatives aux déchets de construction et de démolition. D'une part, elle consolide le régime juridique encadrant la responsabilité élargie du producteur avec la création de la nouvelle filière « responsabilité élargie des producteurs » (REP) – bâtiment, et d'autre part, elle étend le champ d'application du « diagnostic produits, équipements, matériaux et déchets » (PEMD) qui fournira les informations permettant d'évaluer les possibilités de réemploi des PEMD ou, à défaut, leur valorisation. Elle impose notamment au maître d'ouvrage, depuis le 1er janvier 2022, de réaliser ce diagnostic préalablement aux travaux de démolition ou de réhabilitation significative de bâtiments.

Ce diagnostic fournit l'estimation de la nature et de la quantité des matériaux issus de la démolition, destinés à être valorisés ou éliminés. Il apporte également des informations sur la méthodologie de réalisation, en donnant une part plus importante aux possibilités de réemploi par un double comptage matériaux/déchets. Il sert de fondement à l'insertion de clauses favorisant le tri et la valorisation des déchets des marchés publics de démolition et est joint en annexe du CCTP (cf. décrets cités en référence i).

La loi AGECE introduit également l'obligation, pour les centres de collecte, de délivrer gracieusement aux entreprises déposantes un bordereau de dépôt précisant l'origine, la nature et la quantité de déchets collectés. Ces mesures participent de la traçabilité des déchets du bâtiment (cf. décret cité en référence j).

Concernant la traçabilité des déchets, la loi AGECE élargit la liste des informations qui doivent être tenues à la disposition de l'administration, notamment par les producteurs de déchets et étend le régime de traçabilité des déchets aux terres excavées et sédiments (cf. décret cité en référence j). A ce sujet, l'arrêté cité en référence o fixe cinq conditions permettant la sortie des terres excavées et sédiments du statut de déchet.

La commande publique est aussi concernée par les dispositions du réemploi ; elle a en effet vocation à évoluer vers le modèle de l'économie circulaire. Le décret cité en référence *k* fixe les modalités pour arriver à l'objectif d'accroître la part des achats issus de l'économie circulaire dans la commande publique ; le décret précise notamment la liste des produits et, pour chacun d'eux, la part minimale des achats publics qui doit être issue des filières du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage. Pour le secteur du bâtiment, cela ne concerne que les bâtiments préfabriqués et modulaires préfabriqués et à la marge le mobilier urbain.

Enfin, le décret cité en référence *m* renforce les sanctions pénales relative aux dépôts sauvages et à la mauvaise gestion des déchets.

Pour mémoire, la note de référence *p*), relative au registre unique de suivi des déchets faisait suite à l'obligation du suivi des déchets et transmettait les directives de saisie du tableau Excel « registre de suivi des déchets » dans le lequel les bordereaux de suivi des déchets sont à enregistrer permettant ainsi de quantifier les déchets produits et leur taux de valorisation.

Enfin, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2022, le MINARM utilise l'outil TRACKDECHET pour dématérialiser le suivi des déchets dangereux. Il est d'ailleurs vivement conseillé d'y recourir également pour le suivi des déchets non-dangereux (DND) ; dans la négative, l'utilisation du registre cité *supra* demeure pour le suivi des DND.

Les entités du SID sont donc invitées à insérer dans leurs documents de la consultation les clauses jointes en annexe 1. A noter que les documents de la consultation pour les marchés de maîtrise d'œuvre feront l'objet de l'insertion de clauses déchets spécifiques prochainement.

IG2MI Pierre-Yves GUICHARD  
Directeur adjoint transformation et maîtrise des risques



**DESTINATAIRES POUR ACTION :**

- Tous ESID
- CETID
- CNPID
- Toutes DID

**DESTINATAIRES POUR INFORMATION :**

- ITID
- ENSIM/DES

**COPIE(S) A :**

- DAO (ATCR)
- DATMR
- SD3E
- DSPAI pour mise en ligne sur GPSNG
- DSPAI/BRAR
- A/C

- a) Code de l'environnement
- b) Stratégie ministérielle déchets 2022-2025
- c) Loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
- d) loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGEC) ;
- e) Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- f) Décret n°2021-1941 du 31 décembre 2021 relatif à la responsabilité élargie des producteurs pour les produits et les matériaux de construction du secteur du bâtiment
- g) Décret n°2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre
- h) Décret n°2021-872 du 30 juin 2021 re-codifiant la partie réglementaire du livre Ier du code de la construction et de l'habitation
- i) Décrets n°2021-821 et n°2021-822 du 25 juin 2021 relatifs au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition
- j) Décret n°2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments ;
- k) Décret n°2021-254 du 9 mars 2021 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées
- l) Décret n°2020-1817 du 29 décembre 2020 portant sur les informations des devis relatifs à l'enlèvement et la gestion des déchets générés par les travaux de construction
- m) Décret n°2020-1573 du 11 décembre 2020 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets
- n) Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments
- o) Arrêté du 4 juin 2021 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les terres excavées et sédiments du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées
- p) Note n° 506282/ARM/SGA/DCSID/STG/SDPSI du 20 décembre 2018 relative au registre unique de suivi des déchets.

<p><b>Décret 2020-1817 du 29/12/2020</b> Informations sur les devis relatifs à l'enlèvement et la gestion des déchets générés par les travaux de construction/rénovation Entrée en vigueur: 01/07/2021</p>	<p><b>Arrêté du 31/05/21</b> Fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments Entrée en vigueur: 01/01/2022</p>	<p><b>Décret 2021-321 du 25/03/2021</b> Traçabilité des déchets, terres excavées et sédiments Entrée en vigueur: 01/01/2022</p>	<p><b>Arrêté du 29/06/21</b> Critères de performance d'une opération de tri des déchets non dangereux non inertes Entrée en vigueur: 09/07/2021</p>	<p><b>Arrêté du 21/12/2021</b> Définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets, pour les déchets contenant de l'amiante Entrée en vigueur: 01/01/2022</p>	<p><b>Décret 2021-1199 du 16/09/21</b> Conditions d'élimination des déchets non dangereux Entrée en vigueur: 01/01/2022</p>	<p><b>Arrêté du 10/06/2022</b> Portant cahier des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière REP des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment Entrée en vigueur: 22/06/2022</p>	
<p><b>Loi 2020-105 du 10/02/20</b> dite loi AGEC (Anti gaspillage et économie circulaire) Notion de responsabilité élargie du producteur, de réemploi et de sortie du statut de déchet. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, elle impose un diagnostic produits équipements matériaux déchets avant travaux de déconstruction/rénovation</p>	<p><b>Décret 2021-380 du 01/04/2021</b> Sortie du statut de déchet Entrée en vigueur: 04/04/2021</p>	<p><b>Arrêté du 04/06/21</b> Fixant les critères de sortie du statut déchet pour terres excavées/sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'utilisation en génie civil/aménagement Entrée en vigueur: 28/06/2021</p>	<p><b>Décrets 2021-821 et 2021-822 du 25/06/21</b> Diagnostic PEMD Entrée en vigueur: 01/01/2022</p>	<p><b>Arrêté du 21/12/2021</b> Définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets Entrée en vigueur: 01/01/2022</p>	<p><b>Décret 2021-950 du 16/07/21</b> Tri des déchets papier, métal, plastique, verre, textile, bois, fraction minérale et plâtre Entrée en vigueur: 17/07/21</p>	<p><b>Arrêté du 26/07/2022</b> Définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets, pour les fluides frigorigènes et autres fluides sous-pressions Entrée en vigueur: 01/01/2023</p>	<p><b>Décret 2021-1941 du 31/12/2021</b> Relatif à la responsabilité élargie des producteurs pour les produits et les matériaux de construction du secteur du bâtiment Entrée en vigueur: 01/01/2022</p>

MODELE DE CLAUSES A INSERER AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

<b>Caractéristique principale du marché</b>	<p><b>Introduction : Valorisation des déchets issus de la démolition</b></p> <p>Conformément à l'article L541-1 et suivants du Code de l'environnement, l'administration, en tant que commanditaire de travaux de construction et d'aménagement, a pour responsabilités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'assurer la gestion des déchets sans nuire à l'environnement et à la santé humaine ;</li> <li>- De valoriser sous forme de matière les déchets du secteur du bâtiment et des travaux publics pour tendre vers un objectif de 70% ;</li> <li>- De prévenir la quantité de déchets puis de hiérarchiser les modes de traitement, de la valorisation à l'élimination en privilégiant les filières de proximité ;</li> <li>- De caractériser les déchets en vue de leur gestion ;</li> <li>- De trier sur le chantier pour éviter les mélanges de déchets et faciliter leur gestion</li> <li>- De gérer les déchets jusqu'à leur valorisation ou leur élimination finale, même lorsque le déchet est transféré, à des fins de traitement, à un tiers.</li> </ul> <p>C'est pourquoi, l'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'il aura l'obligation de se conformer aux dispositions de gestion durable des déchets et devra proposer des solutions pour tendre vers un taux maximum de valorisation.</p> <p><i>[pour les travaux de démolition ou rénovation de plus de 1000 m² ou concernant les bâtiments ayant accueilli une activité agricole, industrielle ou commerciale et ayant été le siège d'une utilisation, un stockage, une fabrication ou distribution d'une substance dangereuse]</i> A ce titre, les opérateurs économiques devront se référer au diagnostic PEMD (produits, équipements, matériaux, déchets) figurant en annexe du CCTP.</p>
<b>Clauses environnementales</b>	<p>Conformément à l'article L. 2112-2 <b>OU L. 2312-1</b> du code de la commande publique, le marché public comprend une ou des clause(s) environnementale(s) comme condition d'exécution notamment en matière de gestion de déchets de chantier et de protection de l'environnement décrits aux articles <b>X et X</b> du CCAP.</p> <p><b>OU</b></p> <p>Conformément à l'article R. 2111-10 <b>OU R. 2311-6</b> du code de la commande publique, le marché public comprend une ou des clause(s) environnementale(s) comme spécification technique notamment en matière de gestion de déchets de chantier et de protection de l'environnement décrits aux articles <b>X et X</b> du CCTP.</p>
<b>Contenu du dossier de consultation</b>	<p>Le contenu-type du dossier de la consultation peut être complété comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le cahier des clauses techniques particulières et le diagnostic PEMD <i>[pour les travaux de démolition ou rénovation de plus de 1000 m² ou concernant les bâtiments ayant accueilli une activité agricole, industrielle ou commerciale et ayant été le siège d'une utilisation, un stockage, une fabrication ou distribution d'une substance dangereuse]</i> annexé (et les éventuelles autres annexes) ;</li> </ul>
<b>Présentation de la candidature :</b> Capacités techniques et professionnelles du candidat	<p>La clause qui suit, peut être ajoutée au § relatif aux capacités techniques et professionnelles du candidat :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Liste des travaux exécutés au cours des 3 <b>OU</b> 5 dernières années, en précisant ceux intégrant la valorisation des déchets et leur taux ;</li> <li>- liste de livraisons effectuées au cours des 3 dernières années vers des filières de valorisation, assortie de justificatifs.</li> </ul>
<b>Présentation de l'offre :</b>	<p>La clause de base des modèles types peut être complétée comme suit :</p> <p>L'offre du soumissionnaire comporte les pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), faisant apparaître les postes concernant l'environnement : prévention de la quantité de déchets, dépose sélective, gestion et tri des déchets de chantier, moyens de collecte, transport, traitement, valorisation, élimination, recours aux matériaux de réemploi...</li> </ul> <p><b>OU</b></p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le bordereau de prix sera entièrement complété par le soumissionnaire, notamment pour les prix concernant l'environnement : prévention de la quantité de déchets, dépose sélective, gestion et tri des déchets de chantier, moyens de collecte, transport, traitement, valorisation, élimination, recours aux matériaux de réemploi...</li> <li>- le mémoire technique</li> </ul> <p><i>ET [nota : le SOGED doit être exigé dans TOUS les marchés]</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le cadre de réponse comprenant un Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) <i>[il est conseillé de fournir une trame]</i> dans lequel le soumissionnaire décrit et s'engage de manière détaillée sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les méthodes employées en matière d'organisation, d'exécution, de tri et de suivi des différents déchets pour au moins le bois, les fractions minérales, le métal, le verre, le plastique et le plâtre (dépose sélective, capacité et type de bennes et tout autre contenant en fonction des déchets) ;</li> <li>- un projet d'installation de chantier faisant apparaître les zones de stockage des contenants ou autres, leurs moyens d'accès et la signalétique ;</li> <li>- les circuits et les fréquences d'évacuation des déchets, en fonction du plan de prévention de l'établissement ;</li> <li>- les filières de traitement (valorisation, élimination) vers lesquelles seront acheminés les différents déchets, le lieu et la fréquence d'évacuation, afin d'atteindre un taux maximal de valorisation au vu du diagnostic annexé aux documents de la consultation ;</li> <li>- les moyens de contrôle et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux (bordereau de suivi de déchets par type de transport) ;</li> <li>- la désignation du correspondant « Environnement et gestion des déchets » pour le marché public (nom, coordonnées et profil en matière de qualification). Sont jointes les attestations ou certifications professionnelles, fiche de présentation ou son curriculum vitae.</li> </ul> </li> </ul> <p><i>Le titulaire s'assurera que l'ensemble des dispositions exigées sont prises en matière de stockage des déchets, notamment la prise des mesures nécessaires pour ne pas mélanger les déchets dangereux entre eux ou avec des déchets non dangereux, en matière d'étiquetage, de traçabilité et en matière de transport (entreprises dûment autorisés à assurer le transport des déchets).</i></p> <p><i>L'entreprise titulaire du marché identifiera pour chaque type de déchet les différentes solutions de valorisation et de traitement possibles en tenant compte de la hiérarchie des modes de traitement. Elle s'efforcera d'atteindre un taux maximal de valorisation des déchets en veillant à optimiser techniquement et financièrement le projet.</i></p>
<b>Critères d'attribution :</b> Sous-critère	<p>La clause de base des modèles types peut être modifiée par :</p> <p>Sous-critère 1 : Méthodologie de valorisation des déchets</p> <p>Le soumissionnaire décrit la méthodologie mise en œuvre par le biais d'un SOGED <i>[il est conseillé de fournir une trame]</i> pour assurer la gestion et la traçabilité des déchets de chantier depuis leur production jusqu'à leur valorisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- organisation de la dépose sélective, du tri et suivi des déchets de chantier ;</li> <li>- transport des déchets vers une plateforme de valorisation ou vers des filières adaptées ;</li> <li>- gestion de la traçabilité de la valorisation des déchets de chantier (gestion des bordereaux de suivi des déchets) ;</li> <li>- modèles de documents et preuves permettant d'atteindre un taux de valorisation maximal des déchets de chantier (comportant le nom de l'organisme habilité, le type et la quantité de matériaux ainsi que le taux de valorisation).</li> </ul> <p>Les soumissionnaires obtiendront des points supplémentaires en fonction du taux global de valorisation matière pour lequel ils s'engagent, soit <i>[le nombre de points et le taux sont à fixer en fonction du type de déchets et des filières de valorisation existants sur le territoire]</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- X points supplémentaires pour un taux de valorisation matière compris entre 86 et 100% des déchets issus du chantier ;</li> </ul>

- Y points supplémentaires pour un taux de valorisation matière compris entre 76 et 85% des déchets issus du chantier ;
- Z points supplémentaires pour un taux de valorisation matière compris entre 70 et 75% des déchets issus du chantier.

OU si critère à part entière

Les soumissionnaires seront notés en fonction du taux global de valorisation matière pour lequel ils s'engagent, selon le barème ci-après : *[le nombre de points et le taux sont à fixer en fonction du type de déchets et des filières de valorisation existante sur le territoire]* :

- X points pour un taux de valorisation matière compris entre 86 et 100% des déchets issus du chantier ;
- Y points pour un taux de valorisation matière compris entre 76 et 85% des déchets issus du chantier ;
- Z points pour un taux de valorisation matière compris entre 70 et 75% des déchets issus du chantier.

MODELE DE CLAUSES A INSERER AU CCAP

<b>Protection de l'environnement</b>	<p>En complément de l'article 7 du CCAG travaux, le correspondant « Environnement et gestion des déchets » est le garant du respect des exigences du CCTP en matière d'environnement. Son rôle est défini à l'article X du CCTP. Il fournit l'ensemble des documents conformément à l'article X du CCTP avant la fin de la période de préparation des travaux prévue à l'article X du CCAP.</p> <p>En cas de manquement à ses obligations, le titulaire se verra appliquer les pénalités conformément à l'article X du CCAP.</p> <p>En cas de changement de correspondant, le titulaire est tenu de communiquer les coordonnées du nouveau correspondant.</p>
<b>Les prix</b>	<p>En complément à l'article 9.1 du CCAG travaux, le contenu des prix comprend entre autres toutes les sujétions d'exécution des travaux résultant du tri des déchets et de leur valorisation, comme la location et l'installation des contenants, la collecte et le transport.</p> <p>Le titulaire fait réaliser à ses frais tous les échantillonnages et analyses complémentaires nécessaires à l'acceptation des déchets dans les exutoires. Toute réorientation des matériaux évacués s'effectue aux frais du titulaire.</p> <p>En cas de défaillance d'un centre de valorisation ou de traitement envisagé par le titulaire, celui-ci évacue les matériaux concernés dans un autre centre (filiale équivalente) sans pouvoir exiger une quelconque plus-value et après acceptation de ladite filiale par le maître d'ouvrage.</p>
<b>Règlement des comptes</b>	<p>En complément de l'article 12 du CCAG travaux, le déclenchement du paiement des acomptes est conditionné par la remise des documents demandés à l'article X du CCTP (Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) définitif, Plan de Respect de l'Environnement (PRE) définitif, bordereaux de suivi des déchets, de pesée, DOE, à compléter).</p>
<b>Pénalités</b> <i>Il convient d'adapter les montants au regard de la réglementation ou d'indiquer un montant proportionnel à l'infraction.</i>	<p>En complément de l'article 19 du CCAG travaux, le titulaire en infraction aux règles régissant la gestion des déchets encourt, sur constatation du maître d'œuvre, avec mise en demeure préalable restée sans effet, les pénalités suivantes :</p> <p>Pénalité de retard de non remise des documents au titre du marché (SOGED définitif, PRE définitif, BSD, bon de pesé, à compléter) de à compléter € HT par jour calendaire par rapport à la date précisée dans la demande OU à l'article X du CCAP.</p> <p>OU</p> <p>Pénalité forfaitaire de à compléter € HT pour non-remise des documents au titre du marché (SOGED définitif, PRE définitif, BSD, bon de pesé ...) dans un délai de à compléter jour calendaire après la réception du chantier. Cette pénalité augmente de à compléter € HT par semaine de retard au-delà des à compléter jours calendaires.</p> <p>OU</p> <p>Pénalité pour non-tri des déchets de à compléter € HT par constat.</p> <p>OU</p> <p>Pénalité pour erreur de tri des déchets de à compléter € HT par constat.</p> <p>OU</p> <p>Pénalité pour dépôt de gravas en dehors des zones prescrites à cet effet : à compléter € HT par constat.</p> <p>OU</p> <p>Pénalité pour non organisation du tri des déchets de à compléter € HT par jour calendaire de retard sera appliquée.</p> <p>En cas de non remise du DOE, cette retenue provisoire est transformée en pénalité journalière de à compléter € HT jusqu'à concurrence du montant de la retenue.</p>

<b>Gestion des déchets de chantier</b>	<p>Par dérogation aux articles 36.1 et 36.2 du CCAG travaux, aux fins de contrôle et de suivi, le correspondant environnement et gestion des déchets <b>OU</b> le titulaire assure la traçabilité des déchets. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets sont précisés à l'article <b>X</b> du CCTP.</p> <p>En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office vers des filières de valorisation, à ses frais.</p>
<b>Résiliation du marché</b>	<p>En complément de l'article 50.3.1 du CCAG travaux, le marché peut être résilié pour faute du titulaire dans le cas où les exigences environnementales rendues contractuelles ne seraient pas respectées.</p>

## MODELE DE CLAUSES A INSERER AU CCTP

### GESTION DES DECHETS

#### Préambule :

**Le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne :**

- les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions,
- ainsi que les équipements de protection individuelle et de chantier mis en œuvre dans le cadre du chantier de démolition/déconstruction.

Documents de références applicables au marché :

Les prestations relatives au présent marché public sont exécutées conformément aux :

- présent CCTP et ses annexes (diagnostic, rapport avant travaux, ...)
- à compléter (normes, codes, ...)

Documents à fournir par le titulaire pendant la période de préparation :

- un Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) définitif ;

Conformément à la réglementation en vigueur, le titulaire vérifiera si les sites vers lesquels les déchets sont expédiés sont dûment autorisés à les réceptionner et à les traiter. Pour ce faire, avant toute expédition de déchets, le titulaire demandera aux prestataires déchets leurs arrêtés préfectoraux concernant leurs sites, ou à défaut ceux des sites vers lequel ils comptent acheminer les déchets, que ce soit par leurs propres moyens, ou en ayant recours à des moyens de collecte d'une société extérieure. L'ensemble des documents sera transmis au maître d'ouvrage.

- à compléter

Les documents doivent être soumis au visa du [MOE ou à compléter] en deux (2) exemplaires papiers OU en version dématérialisée par courriel. Leur non-fourniture fait l'objet de pénalités définies à l'article X du CCAP.

Documents à fournir au [MOE ou à compléter] par le titulaire en cours d'exécution :

- les bordereaux de suivi des déchets (BSD) à la fin de chaque mois
- à compléter (bons de suivi et de pesée, certificats de recyclage, ... périodicité à compléter)

Ces documents sont complétés et signés par les différents acteurs et conformément aux prescriptions du marché public.

Ils sont soumis au visa du [MOE ou à compléter] en version dématérialisée par courriel.

La non remise des bordereaux de suivi des déchets (BSD) fait obstacle à la réception des travaux.

Lorsque le titulaire transporte lui-même les déchets ou qu'il a recours à un transporteur, il devra fournir au [MOE ou à compléter], le récépissé de déclaration préalable pour le transport des déchets ou l'autorisation de transport de déchets dangereux. À défaut, le titulaire devra apporter la preuve que le transporteur rentre dans les catégories d'exemption.

La non remise des documents ci-dessus est soumise à pénalités fixées à l'article X du CCAP.

Documents à fournir par le titulaire après achèvement des travaux :

Le dossier ouvrage exécutés (DOE) comprenant :

- les BSD ;
- les tonnages valorisés ;
- le taux de valorisation matière par nature de déchet ;
- le taux global de valorisation matière au niveau du chantier ;
- un document présentant par nature de déchets, la liste des filières utilisées pour les déchets produits par le chantier, leur implantation, leur autorisation d'exploitation, et leur taux de recyclage/valorisation ;

Pendant et en fin de chantier, le maître d'œuvre collecte l'ensemble des documents de traçabilité exigés du titulaire.

L'ensemble de ces documents fait l'objet d'un classement qui sera remis à la maîtrise d'ouvrage. À la demande de cette dernière, le maître d'œuvre tiendra le registre chronologique déchets et le transmettra à la fin du chantier.

Le maître d'œuvre établira, en collaboration avec le titulaire, un bilan de fin de chantier regroupant l'ensemble des informations liées à la prévention et à la gestion des déchets issus du chantier, récupérées tout au long du chantier.

Il fera état :

- Des tonnages initiaux par type de déchets et du bilan en termes de traitement (réemploi, réutilisation, recyclage, valorisation matière, valorisation énergétique, élimination) et justifiera les écarts constatés ;
- De la manière dont les déchets ont été gérés au niveau du stockage temporaire et de l'enlèvement/expédition vers les exutoires intermédiaires et finaux ;
- Il regroupera l'ensemble des documents relatifs à l'organisation documentaire exigée dans le cadre du chantier qui constituera une pièce du dossier des ouvrages exécutés ;
- Une attention toute particulière sera apportée au regroupement des informations relatives à la prévention et à la gestion des déchets dangereux issus du chantier.

[NOTA :

*Pour le cas particulier des marchés de type CCAEM, il est demandé également des éléments de traçabilité, comme la tenue d'un registre des déchets pour la phase d'entretien/maintenance, par exemple à remettre annuellement au maître d'ouvrage avant le 1er mars de l'année N+1 (Préciser qu'il s'agit de la gestion des déchets issus des travaux de maintenance et non de l'activité directe de l'entreprise)].*

Le correspondant environnement et gestion des déchets de l'entreprise assiste le MOE, **OU** le MOU et assure la coordination du chantier en matière d'environnement ainsi que tous les contrôles y afférent. Il est le garant du respect des exigences du CCTP en matière d'environnement.

Il participe à toutes les réunions de chantier.

Il met en place l'organisation nécessaire pour la gestion des déchets (dépose sélective, tri, valorisation des déchets ...).

Il contrôle (*à modifier ou à compléter*) :

- le suivi de la dépose sélective ;
- l'installation du matériel, des bennes ou conteneurs, de leur accessibilité et la signalétique en vue du tri ;
- le contrôle des bordereaux de suivi et registre de suivi des déchets
- l'évaluation et le suivi en continu des quantités de matériaux réellement traités par filières.
- l'évacuation régulière des déchets pour la bonne tenue du chantier (débordements interdits, contenant adapté, zone de stockage définie en phase préparation respectée).

Il établit et fournit l'ensemble des documents de traçabilité suivant :

- SOGED ;
- bordereaux de suivi des déchets à la fin de chaque mois ;
- bons de pesée ou bon d'enlèvement ;
- *à compléter*

Il signale suivant les modes de communication précisés à l'article **X** du CCAP au maître d'œuvre (**ou MOU**), toute difficulté rencontrée ainsi que tout risque ou dysfonctionnement concernant les clauses environnementales.

Lors de la période de préparation, le titulaire **OU** le correspondant environnement doit prendre toutes les dispositions contractuelles concernant [*dispositions par rapport au marché et modifier par*] :

- la **hiérarchisation des modes de traitement** : il identifie ou valide à défaut pour chaque type de déchets les différentes possibilités de traitement. Si le réemploi n'est pas envisageable, la solution retenue devra tenir compte de la hiérarchie des modes de traitement :
  - Le recyclage
  - La valorisation matière
- Si aucune de ces possibilités n'est envisageable, il envisage la valorisation énergétique puis en dernier recours l'élimination.
- la **dépose sélective** des matériaux valorisables et non dangereux (plâtre, métaux, bois, certains plastiques) et inertes (verre...)
- la **dépose sélective** de tous les matériaux et équipements contenant des substances dangereuses (DEEE, bois traités ...) et les conditionnera sans les mélanger avec les autres déchets

- le recours aux **éco-organismes** agréés pour les déchets relevant d'une filière à Responsabilité élargie du producteur (REP) (déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ou les déchets d'éléments d'ameublement (DEA)) ;
- les mesures pour éviter les pollutions croisées avant que les déchets ne soient placés dans des contenants adaptés
- l'installation des bennes, conteneurs et signalétique ;

- à compléter

Le titulaire OU le correspondant environnement fournit dans les délais prescrits, les documents suivants :

- à compléter

Le titulaire OU le correspondant environnement fournit dans les délais prescrits, la mise à jour des documents suivants :

- du SOGED OU Plan de Respect de l'Environnement (PRE)

- à compléter

En cas de manquement à ses obligations, le titulaire se verra appliquer les pénalités conformément à l'article X du CCAP.

Le correspondant environnement et gestion des déchets OU le titulaire devra, avant toute démolition, mettre en place toutes les dispositions nécessaires à la gestion des déchets de l'article X du CCTP.

Le titulaire ne peut démolir les constructions situées dans les emprises des chantiers qu'après en avoir fait la demande au maître d'œuvre huit jours à l'avance et qu'après avoir mis en œuvre les dispositions de gestion des déchets. Le défaut de réponse dans ce délai vaut autorisation.

Le correspondant environnement et gestion des déchets OU le titulaire devra :

- sensibiliser l'ensemble de son personnel avant le démarrage du chantier à la dépose sélective, au tri des déchets et aux bonnes pratiques de gestion des déchets ;
- mettre les moyens pour le tri des déchets selon l'organisation décrite au (CCTP, *mémoire technique OU plan général de coordination*) comme les zones de stockage sur chantier, type et nombre de contenants, signalétique, transport... en vue de l'acheminement des déchets vers les filières de la valorisation ;
- en cas de déchets de construction et de démolition mettre en place un tri et une collecte séparée à minima pour le bois, les fractions minérales, le métal, le verre, les plastiques et le plâtre. (Article 74 de la loi AGECE)
- fournira un plan d'installation de chantier en fonction du plan de prévention de l'établissement avec l'indication des zones de stockage des contenants ou autres récipients destinés à recevoir les déchets triés.

Le correspondant environnement et gestion des déchets OU le titulaire transmettra au maître d'ouvrage toutes les informations et documents nécessaires au respect de la réglementation et de la traçabilité des déchets.

En cas d'allotissement :

Chaque titulaire est responsable de la gestion et du suivi de ses déchets.

OU

Afin d'optimiser la gestion des déchets, il est possible de conclure une convention de compte inter-entreprises entre les titulaires des différents lots, laquelle reste inopposable au maître d'ouvrage.

Tous les titulaires des lots sont conjointement responsables de la mise en œuvre du SOGED.

OU

Le titulaire du lot à compléter est responsable de la gestion des déchets de tous les lots.

En application de la réglementation relative aux déchets de chantier, et en complément de l'article 36 du CCAG travaux, le titulaire du lot à compléter est contractuellement responsable de la gestion de l'ensemble des déchets créés lors de l'exécution des prestations des lots à compléter et à compléter jusqu'à valorisation ou élimination de ces derniers.

Dans ce cadre, chaque titulaire de lot assure le tri des déchets, le titulaire du lot à compléter met à la disposition des autres titulaires les moyens nécessaires au tri des déchets et assure la gestion et le suivi des tous les déchets produits par le biais du bordereau de suivi des déchets (BSD).

Tous les titulaires des lots à compléter et à compléter sont conjointement responsables de la mise en œuvre du SOGED.